

Le libertaire

Rédaction : PIERRE MUALDES
Administration : PIERRE ODEON
9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

POUR ASCASO DURUTTI ET JOVER

« Je prends l'engagement d'honneur de défendre l'amnistie intégrale. Mon action passée répond de l'avenir. »

Fernand BOUISSON
Socialiste

(Président de la Chambre des Députés)

Est-ce là simple boniment électoral ?

Les arguments des autres et les nôtres

Ah! le beau meeting!

La grande salle Wagram était comble vendredi soir. C'est devant une foule frémissante que les orateurs évoquèrent l'affaire Ascaso, Durutti, Jover.

Unanimo, trop éloigné de Paris, ne vint pas à la réunion, par contre le grand écrivain espagnol Blasco Ibañez donna son adhésion à notre campagne.

Et c'est unanimement que l'immense assemblée vota l'ordre du jour suivant après avoir hâché d'applaudissements les interventions des orateurs :

Les 5.000 personnes accourues ce soir, salle Wagram, sur l'appel du Comité de Défense du Droit d'Asile, affirment plus que jamais l'innocence d'Ascaso, de Durutti et de Jover.

Indignés à l'idée que des ministres républicains pourraient livrer les trois libertaires espagnols à la réaction internationale, les 5.000 protestataires se joignent aux orateurs : Corcos, de la Ligue des Droits de l'Homme ; Pioch ; Savoie, de la C. G. T. ; Sébastien Faure ; Torrès, avocat des accusés, pour demander que la France respecte son droit d'asile et que son gouvernement ne cherche pas à le violer sous de mensongers et indignes prétextes.

Emu à l'évocation du terrible sort qui attendrait Ascaso, Durutti et Jover si leur extradition s'accomplissait, l'auditoire veut croire que, à défaut du Gouvernement, le Parlement — saisi de la question — ne permettra point l'accomplissement d'un pareil crime.

Les protestataires adressent au trois courageux révolutionnaires enfermés au Dépôt l'expression de leur vive sympathie et la formelle assurance qu'ils ne seront pas abandonnés.

Un article de Guernut

Puisque ce numéro est appelé à pénétrer dans certains milieux qui ignorent tout de cette honteuse affaire, rappelons donc que lors du dernier voyage à Paris d'Alphonse XIII, la police mit en état d'arrestation trois libertaires espagnols qu'elle accusait de comploter contre l'existence du roi d'Espagne. Le juge d'instruction, saisi de l'affaire, ordonna un non-lieu. Les trois accusés furent seulement condamnés à quelques mois d'emprisonnement pour port d'armes prohibées ;

Qu'ils devraient être libérés depuis longtemps, si l'Espagne, l'Argentine, le Chili aussi, croyons-nous, n'avaient simultanément pour ainsi dire, dressé contre eux un acte d'accusation « motivé » par une infinité de crimes de droit commun et réclamé leur extradition ;

Que, pendant que les avocats de Durutti et de Jover s'appliquaient à faire refuser à l'Espagne cette extradition, l'Administration l'accordait à la hâte à l'Argentine.

Et maintenant, voyons d'après le secrétaire général de la Ligue des Droits de l'Homme les raisons qu'avait le Gouvernement français d'accorder à l'Argentine cette extradition — dont l'exécution, heureusement, n'est pas encore accomplie.

A la veille du meeting de la salle Wagram, la direction de l'« Ere Nouvelle » me demanda pour quels motifs la Ligue des Droits de l'Homme a défendu Ascaso, Durutti et Jover.

Ma réponse tient en une phrase : c'est que, au sentiment de la Ligue, Ascaso, Durutti et Jover sont innocents.

Le grand public sait déjà, en gros, de quoi il s'agit.

Trois anarchistes espagnols, réfugiés en France, Jover, Durutti, Ascaso, sont réclamés au Gouvernement français par le Gouvernement de la République Argentine parce qu'ils auraient, sur le territoire argentin, au mois de novembre 1925 et au mois de janvier 1926, perpétré des attaques à main armée sur la station des tramways et la Banque Saint-Martin, à Buenos-Ayres.

« Si ces crimes étaient des crimes politiques, ajoute le Gouvernement argentin, nous laisserions ces trois individus circuler tranquillement chez vous, en vertu des usages. Mais ces crimes sont des crimes de banditisme, des crimes de droit commun, pour lesquels l'extradition est prévue par les traités que nous avons signés l'un et l'autre ; en vertu de la loyauté des contrats, nous les réclamons. »

A cette prétention du Gouvernement argentin, que répond la Ligue ?

Ceci : « En vertu même de la loyauté des contrats, pour qu'une extradition soit accordée, il ne suffit pas qu'elle soit demandée, il faut qu'elle soit motivée par des présomptions sérieuses ; sinon, n'importe quel gouvernement pourrait, à n'im-

porte quel moment, sous n'importe quel prétexte, réclamer n'importe qui ; ce ne serait plus une extradition, ce serait une trahison. Or, quelles sont vos présomptions ? »

« Nous en avons deux, réplique le Gouvernement argentin. En premier lieu, Ascaso, Durutti et Jover ont été reconnus, sur leurs photographies, par des témoins ; ils ont été reconnus, notamment, par les chauffeurs qui les ont amenés sur les lieux du crime ; ils ont été reconnus dans l'affaire de la Banque par le chauffeur Davilovitch, et dans l'affaire des tramways par le chauffeur Juanes. »

Nous sommes, à la Ligue des Droits de l'Homme, des gens d'une crédulité assez difficile. A nos yeux, la parole d'un Gouvernement n'a jamais été parole d'Evangile. Nous avons fait venir d'Argentine des journaux, non pas des journaux anarchistes, qui eussent été suspects, mais des journaux de grande information, comme la « Prensa », la « Nacion », « Critica », qui rapportaient au jour le jour les progrès de l'instruction. Et voici ce que les journaux nous ont appris :

Davilovitch a bien révélé le nom des assaillants, mais parmi ces noms ne figurent ni Ascaso, ni Durutti, ni Jover. Et quand on lui a présenté les photographies de ces trois hommes, il a répondu : « Je n'en reconnais aucun. »

Quant à Juanes, il aurait eu trois attitudes différentes. Interrogé une première fois, il a déclaré : « Ce n'est aucun d'eux. » Une deuxième fois : « Ce sont eux. » Mais, dans l'intervalle, il a été soumis à d'autres supplices. Peut-on, doit-on, retenir un aveu extorqué de cette manière ? Remis en liberté, entouré par des journalistes, questionné par le correspondant de « Critica » : « Ne tenez aucun compte, a-t-il dit, de ma déposition récente, qui m'a été arrachée par la violence ; aujourd'hui, dans l'indépendance de mon esprit, je vous l'affirme net : je ne les reconnais pas. »

Et voilà, n'est-il pas vrai, le premier argument par terre.

Deuxième argument du Gouvernement argentin : « Voici des empreintes digitales qui ont été relevées sur les lieux du crime. Nous vous les envoyons ; comparez-les avec les empreintes réelles d'Ascaso, de Durutti, de Jover, vous verrez... »

Et il est certain que, rapprochées des empreintes reçues d'Argentine, les empreintes de nos trois hommes apparaissent identiques. Seulement, pour la thèse de l'accusation, il y a un malheur : c'est que les empreintes envoyées par le Gouvernement argentin n'ont pas été relevées sur les lieux du crime ; ce sont des empreintes fournies par un Gouvernement étranger, celui du Chili, probablement, ou peut-être celui de l'Espagne, d'après les fiches anthropométriques que l'on confectonne, aux noms des anarchistes, dans les services de la sûreté de tous les pays.

Donc, les empreintes qu'on a envoyées d'Argentine comme étant celles d'Ascaso, de Durutti et de Jover sont identiques à celles qu'on a prises sous les doigts de nos détenus de la Santé. Qu'est-ce que cela prouve ? si ce n'est que les détenus de la Santé s'appellent bien Ascaso, Durutti et Jover, mais non point qu'ils ont pillé la Banque Saint-Martin ou la station de tramways de Buenos-Ayres.

Tel est, du reste, le sentiment d'un homme, qui ne saurait être soupçonné de complaisance pour les trois anarchistes, et qui connaît le dossier beaucoup mieux que le secrétaire général de la Ligue et que le ministre français de la Justice. S'il est, en effet, un homme au courant des drames de la Banque Saint-Martin ou de la station de tramways, c'est bien M. le directeur de la police en Argentine. Or, voici ce qu'il a déclaré à la presse :

« Etant donné l'absence de preuves, il est probable que le Gouvernement français refusera le permis d'extrader ; mais, en raison des bons rapports qui l'unissent à celui d'Argentine, il est probable qu'il finira par donner son consentement, car il peut être assuré que nous sommes tout disposés à lui accorder la réciprocité. »

M. le directeur de la police en Argentine pose admirablement la question dans la première partie de sa phrase :

« Etant donné l'absence de preuves, il est probable que le Gouvernement français refusera le permis d'extrader. » Il ne s'agit pas, ici, de « bons rapports », d'amitié ou de camaraderie ; il ne s'agit pas de se passer la rhubarbe pour avoir du séné ; il ne s'agit pas de se rendre de mutuels services ; il s'agit de droit. Or, le droit exige des preuves.

« Etant donnée l'absence de preuves,

il est probable que le Gouvernement français refusera le permis d'extrader. » Etant donné l'absence de preuves, nous lui demandons, en effet, de le refuser.

Henri Guernut.

Les "aveux" par la torture

Ce qui suit est tiré d'une revue argentine très nationaliste *El Hogar* (Le Foyer), numéro du 9 juillet 1926. C'est encore une fois un énoncé de faits peu flatteurs pour la police de là-bas et une preuve de plus que la torture est un procédé couramment employé pour faire « avouer ».

Si ceux qui voulaient attenter contre la vie du roi Alphonse sont supposés être les auteurs de l'attaque de la Banque de Saint-Martin, il faut reviser le procès Davidovich. A ce sujet, nous rappelons le procès d'un brocanteur, dont les antécédents déplorables constituaient les seuls griefs d'accusation. A cette occasion, la justice se refusa à prendre en considération les déclarations de la police, déclarations qui, au surplus, avaient été obtenues par la torture. De tels faits prouvent que la justice ne peut pas se fier à la parole de la police, car les preuves policières peuvent amener la condamnation d'un innocent. Et quelle que soit la valeur morale de l'homme ainsi condamné, c'est là une situation intolérable pour la société et pour la justice qui opère en son nom.

Voici bien démontrée la nécessité de la réforme policière, réforme qui ne saurait s'accomplir en un jour, mais qui doit s'accomplir le plus vite possible, en tenant compte du développement de nos institutions.

La contribution de Ministres à notre campagne

Dans un précédent numéro nous avons rapporté les paroles que le sénateur Vallier prononça au Sénat le 9 décembre à l'occasion du vote de la loi sur l'extradition — loi pendant maintenant devant la Chambre des Députés.

Aujourd'hui nous avons plaisir à reproduire une partie de l'intervention de l'auteur de cette loi, l'ancien ministre de la justice René Renoult. Cette intervention, comme on le verra, est des plus symptomatiques.

La voici :

J'ai pensé que l'extradition était en soi un acte grave sur lequel l'attention du législateur pouvait et devait se porter : c'est l'acte par lequel un gouvernement accepte de livrer à un autre gouvernement qui le réclame, pour le juger et pour le punir, un individu qui s'est rendu coupable d'un crime ou d'un délit grave sur le territoire de l'Etat qui réclame le réfugié.

Cette définition, messieurs, suffit pour évoquer les principes mis en jeu par la matière de l'extradition : tout d'abord le principe de la souveraineté de l'Etat requis, puis, ce qui est très important, la notion du droit individuel du réfugié, du droit qui dérive, messieurs, de l'ancien droit d'asile.

En cette matière, extrêmement importante, j'ai observé que notre législation est, en quelque sorte, muette. Ainsi que l'a dit tout à l'heure M. le rapporteur, il n'existe pas de texte législatif réglementant l'extradition.

En vérité, messieurs, il y a là une réelle carence de notre législation. La pratique actuelle comporte une procédure purement administrative, qui est, permettez-moi de le dire, assez simpliste. Lorsque le ministre des Affaires étrangères est saisi d'une demande d'extradition, il vérifie l'authenticité des pièces qui lui parviennent et il transmet le dossier au ministre de l'Intérieur, qui charge la sûreté générale de rechercher l'individu réclamé.

Lorsque celui-ci est trouvé, il est conduit au Parquet, qui lui fait subir un simple interrogatoire d'identité. A aucun moment, le réfugié ne peut protester, en quelque manière que ce soit, de son innocence.

A la suite de l'interrogatoire que je viens d'indiquer, le décret d'extradition est préparé. Lorsqu'il est signé, l'individu est remis par les soins de la sûreté générale aux représentants de l'Etat requérant.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur les législations étrangères pour s'apercevoir que dans presque tous les autres pays, on procède tout autrement. On y a senti la nécessité d'établir un code de l'extradition instituant une procédure complète. Les lois étrangères n'exigent pas seulement que l'Etat requérant fournisse des éléments constituant une présomption de preuve telle que : réquisitoire de ministère public, texte de la loi invoquée, exposé détaillé des faits, jugement ou arrêt, acte de renvoi et, dans

certaines pays même, des preuves formelles de culpabilité appréciées conformément à la loi interne de l'Etat requis ; les lois étrangères, de plus, soumettent presque toutes ces preuves à l'examen des autorités judiciaires.

C'est ainsi que la Belgique et l'Italie ont donné, à cet égard, compétence à la Chambre des mises en accusation, les Pays-Bas au tribunal de première instance, la Suisse au tribunal fédéral, la République Argentine au juge fédéral, l'Angleterre au juge de « Bow-street », c'est-à-dire au tribunal correctionnel de première instance de Londres, avec recours au « Banc du Roi ».

Aux Etats-Unis, compétence est également donnée aux autorités judiciaires pour examiner le bien-fondé de la demande de l'Etat requérant.

Dans toutes ces procédures instituées par les législatures de l'étranger, la règle suivante est généralement adoptée et suivie : la décision de l'autorité judiciaire ne lie le Gouvernement que lorsque cette décision refuse l'extradition ; mais, dans tous les cas où la décision judiciaire autorise l'extradition, le Gouvernement se réserve toujours le droit de refuser l'extradition, pour des motifs dont il demeure seul juge.

En ce qui concerne les pays avec lesquels nous ne sommes pas liés par des traités, quelle est la situation ? M. le rapporteur vous l'a dit avec la plus grande clarté, c'est l'arbitraire et l'incertitude les plus absolus. On procède à des tractations, et s'établit souvent une sorte de marchandage qui n'est pas en soi très heureux et qui, en tous cas, en raison des décisions fragmentaires auxquelles il aboutit, est contraire au principe que je rappellerai tout à l'heure de l'ubiquité de la répression, et retarde l'établissement d'un système cohérent de compétence internationale.

J'ai pensé que cette carence de législation n'était pas digne, en vérité, d'un pays qui s'honore d'avoir proclamé les Droits de l'Homme, et que la France devait en cette matière suivre l'exemple de beaucoup d'autres pays, c'est-à-dire substituer à l'arbitraire de la procédure purement administrative, les garanties qui résulteraient, pour tout le monde, d'une procédure organisée dans les conditions qu'a bien voulu indiquer l'honorable rapporteur.

Telle est l'idée essentielle dont se réclame ma proposition : mettre fin, par l'institution d'une procédure judiciaire, avec attribution de compétence conférée à la Chambre des mises en accusation, à l'arbitraire qui caractérise la procédure administrative actuelle, et, comme dans les autres législations dont j'ai parlé, la proposition de loi que j'ai l'honneur de recommander au bienveillant accueil de mes collègues comporte pour le Gouvernement français, je tiens à le répéter, le droit de ne pas accorder l'extradition même si l'autorité judiciaire s'est prononcée pour la remise du réfugié.

C'est à l'abri de nombreux encouragements que je me permets de recommander à mon tour à la bienveillance de mes collègues la proposition dont je suis l'auteur.

Je m'en excuse, messieurs, tout en croyant devoir souligner que le vote de cette proposition ne pourra manquer de promouvoir le développement, si nécessaire, de la coopération internationale, qu'il préparera une unification très souhaitable du droit extraditionnel, et qu'enfin il témoignera de ce haut esprit d'équité et de ce grand libéralisme dont le Sénat a toujours entendu conserver la tradition.

Après le rapporteur et l'auteur de la loi, M. Barthou prit la parole et ne prononça que ces quelques mots :

« Messieurs, tout a été dit, et clairement dit, par l'auteur de la proposition et par le rapporteur. »

Dans ces conditions, je me borne à une déclaration très simple : le Gouvernement est favorable à la proposition de loi.

Après cela, M. le Garde des Sceaux Barthou osera-t-il et pourra-t-il refuser de voir lui-même le dossier d'Ascaso, de Durutti, de Jover et de décider selon la justice ?

Plus d'atermoiements

Dans le développement de notre campagne pour la défense du droit d'asile et la libération d'Ascaso, de Durutti et de Jover, nous avons évité de froisser qui que ce soit ; nous avons écouté les conseils de prudence et nous nous sommes gardés de toute outrance.

Nous avons laissé parler les faits et c'était bien suffisant !

Nous nous sommes aussi armés de patience puisque voilà bientôt trois mois que nous demandons justice pour les trois libertaires espagnols menacés d'être livrés à

l'Argentine. Et nous pourrions patienter encore si trois innocents, pendant ce temps, n'attendaient dans une angoisse tragique. Après tout, Monsieur Barthou, qui vient d'abandonner trois semaines des dépôts de sa charge pour se faire réélire sénateur, peut bien sacrifier trois quarts d'heure pour examiner un dossier qui contient les preuves d'une épouvantable erreur administrative.

Pour le dénouement de l'affaire Sacco et Vanzetti

Voici sept ans bientôt que Sacco et Vanzetti, innocents, sont aux mains de leurs bourreaux.

Sept longues années de souffrances physiques et morales au cours desquelles tous les supplices leur ont été infligés ; sept longues années au cours desquelles personne, pas même le procureur Kazman et le juge Thayer, n'a cru vraiment à leur culpabilité et pourtant, durant ces sept interminables années, ni les manifestations des plus nobles penseurs, ni les interventions des hommes encore respectueux du droit bourgeois n'ont pu arracher ces deux hommes des mains de leurs bourreaux.

Comme le jour où nous jetâmes notre premier cri d'alarme, Sacco et Vanzetti restent menacés de mort : d'un moment à l'autre, le terrible jugement de la cour de Dillham peut être mis à exécution.

Et pourtant, dans leur prison, nos deux chers camarades gardent intacte leur foi en la force irrésistible de notre idéal. Ils sentent qu'exécutés ou non, le forfait accompli par la police yankee n'en portera pas moins un coup mortel au peu de prestige dont celle-ci jouissait encore. Et ils sont prêts à accepter le sacrifice de leur vie parce qu'ils savent que les juges américains ne lâcheront pas facilement leur proie.

Mais ce sacrifice, nous ne saurions l'accepter. Notre campagne n'a pas été inutile. L'opinion publique, la grande opinion publique s'intéresse activement au cas de nos amis. Il est maintenant impossible que Sacco et Vanzetti soient exécutés sans que leur exécution soulève une réprobation encore plus universelle et plus intense que celle de Ferrer. Et tout de même, Coolidge n'est pas Alphonse XIII !

Actuellement, aux Etats-Unis, tous les grands quotidiens, non encore complètement asservis au dollarisme et à la police, publient de longs éditoriaux demandant la révision du procès. Le *Springfield Republican*, *Providence Journal*, *Waterbury Republican*, *Hartford Time*, *Baltimore Sun*, *Providence Tribune*, *Washington New*, *New Haven Union*, *The Nation*, *The New Republic*, pour ne citer que les plus importants, mènent une intense campagne.

Nous traduisons du *Boston Herald* :

« Sacco et Vanzetti ne doivent pas être justifiés d'après le verdict de 1927. Nous n'avons aucune sympathie pour les idées politiques de ces deux hommes, mais nos doutes, peu à peu, se transforment en convictions et nous en arrivons à les considérer innocents. »

« La demande en révision est basée sur les dépositions des agents Letherman et Weyang et sur les dépositions de Madeiros. En ce qui concerne les deux premiers, le juge Thayer prétend qu'ils ont sciemment donné à leur déposition un caractère de nature à porter atteinte au prestige du Gouvernement des Etats-Unis ; quant à Madeiros, il affirme que c'est un vulgaire imposteur. »

« Nous demandons donc que l'on recherche dans les archives les pièces indiquées par les témoins Letherman et Weyang. »

« N'oublions pas que Sacco et Vanzetti furent condamnés au cours de la période la plus aiguë de répression révolutionnaire et qu'il subsiste plus d'un doute sur le rôle que joua le chef de la police Michel Palmer dans le drame qui se déroula en 1920 à la prison de New-York et au cours duquel un nommé Salcedo se jeta du 14^e étage de la maison de détention. »

« C'est pour ces diverses raisons que nous demandons la révision de l'affaire dans l'atmosphère plus calme de 1927. »

Mieux que tout ce que les anarchistes pourraient écrire, ces citations d'un journal bourgeois nous autorisent à espérer.

Mais n'oublions pas un seul instant que l'agitation doit se poursuivre partout et sous toutes ses formes.

NOTA. — Nous publierons la semaine prochaine : « Une visite à Sacco et Vanzetti », par ARMANDO BORGH. »

AU FIL DES JOURS...

M. MERLE RESIFFLE... AU LIBERTAIRE. — UNE BONNE COMBINE. — UNE JOLIE CUISINE. — LÉGITIME DÉFENSE.

M. Eugène Merle... de la Légion d'honneur a bien voulu, en réponse à un article où je l'avais pris à partie à propos de sa conférence sur Fouché, m'adresser la lettre suivante :

« Cher Monsieur,
Des centaines d'écrits ont plu sur moi. Le ciel m'est témoin de cela... ou saint Bakounine que je me suis toujours bien gardé d'en recueillir un seul.

Je sais trop comment on les écrit. J'en ai fabriqué dans ma vie, en quantités industrielles. Ne saluez pas. J'ai fait pire pour la gagner.

Si je rectifie, aujourd'hui, les lignes que vous me consacrez dans votre chronique « Au fil des jours » (une reprise individuelle, soit dit en passant, à l'égard de Clemenceau), ce n'est pas, évidemment, en vertu du droit de réponse que me confère la loi.

Non point que je m'en moque autant que vous-même. Il m'arrive souvent de la trouver respectable, au moins dans quelques-unes de ses modalités : une loi d'amnistie, par exemple. Je rectifie tout simplement parce qu'il m'est désagréable de penser que vos jeunes lecteurs pourraient avoir le sentiment que du n° 15 de la rue d'Orsel, où j'ai fait mes premières armes, à l'avenue de Wagram, où j'ai prononcé, devant le public du Faubourg, ma conférence sur Fouché, il y a une manière de fossé infranchissable.

Demandez donc à Sébastien Faure s'il est de cet avis ?

Quand un historien parlera du fondateur du Libéraire, dans cent trente années : quand il racontera la biographie du grand et prestigieux orateur de la fin du 19^e siècle et du commencement du 20^e, comme Aulard, par exemple, la fait de nos jours pour les grands orateurs de la Révolution, imaginez-vous sérieusement, un seul instant, qu'il fera grief à notre ami — du point de vue libéraire — d'avoir participé à sauver du bûche le capitaine Dreyfus, ce multi-millionnaire français ?

Pensez-vous sérieusement aussi que le Michel, le Louis Blanc ou le Mathieu de 21^e siècle viendra lui reprocher d'avoir été l'un des plus actifs animateurs du triomphe de la République « bourgeoise » lors de l'inauguration du monument de Daltou, à la place de la Nation ?

Allons donc ! Sornettes, vous dis-je, que tout cela !

Il restera Sébastien Faure tout court. Et c'est grande misère de songer qu'il y aura, sans doute, dans un siècle, des pucierons qui voudront faire le procès du lion. Ainsi en est-il de même, aujourd'hui, pour Fouché (le conventionnel de Nantes, de Nevers, et de Lyon), cent trente années après le 9 Thermidor.

...A moins que l'Anarchie, porteuse de flambeaux, pour parler l'éblouissant langage de Laurent Tailhade, ne fasse triompher son idéal.

Mais comme c'est mal me connaître pour songer, un seul instant, que je n'applaudirais pas de tout mon cœur à cette réalisation.

...A cette réalisation légèrement anticipée. Croyez, cher Monsieur, à mes sentiments les meilleurs.

EUGÈNE MERLE.

Je veux bien croire à tous les bons sentiments exprimés dans cette lettre à l'égard de l'idéal libéraire par M. Eugène Merle. Mais, tout de même, je trouve qu'il exagère, et que, s'il voulait faire un parallèle, il aurait pu écarter de S. Faure, l'injure de la comparer à Fouché.

Je vois très bien, par exemple, dans cent trente années — à l'aide d'une longue-vue, bien entendu — un hurluberlu monter à la tribune du Faubourg ! et faire non le procès, mais l'apologie du ministre Clemenceau et de son sanglant Lépine. Et l'espère bien qu'il se trouvera alors des « pucierons » — n'est-ce pas Victor Méric ? — pour laisser tomber quelques gouttes de vérités dans le flacon d'eau sale qu'il agitera un quelconque et diaphanement républicain de gauche. En supposant qu'il y ait encore à cette époque une république et des politiciens.

Dans cent trente années ! ...

A. Le Brasseur, l'actif directeur-fondateur du groupe l'Essai, nous fait connaître la bonne « combine » employée par les Compagnies de Chemins de fer pour augmenter sensiblement les prix déjà exorbitants des transports, sans pour cela avoir eu besoin de recourir aux autorités qui s'occupent généralement de ces choses.

« La combinaison est simple ; il ne s'agit pas de la trouver. On a seulement révisé les distances et ceux qui en furent chargés ont prouvé que, mathématiquement, de nombreuses gares, reconstruites ou non avaient de l'une à l'autre une distance supérieure à celle actuellement connue.

Bien entendu, les chiffres ont été d'accord pour ne pas constater cette distance inférieure. Cette innovation se résume par une petite augmentation, il est vrai, d'un ou deux kilomètres, mais, répétée sur l'ensemble des voyageurs, c'est une recette dont l'appoint n'est pas à dédaigner et que les Compagnies ont passé sous silence. »

Soyez certains que ces « honnêtes voleurs » qui savent si bien allonger les rails n'hésiteront pas à envoyer en prison, le malheureux qui sera pris à voyager sans billet ou qui aura, lui aussi, augmenté la distance portée sur le bout de carton qu'on lui vend à prix d'or.

Quels voleurs que les honnêtes gens ! ...

Pour une jolie cuisine ; c'en fut une. L'avoue, pour ma part que je n'y ai pas compris grand-chose. Je suis même persuadé, qu'au 3^e tour de scrutin, la moitié des électeurs et les trois quarts du reste ne devaient plus être à la page. Je ne parle

pas pour les 133 électeurs communistes qui étaient eux, par le jeu de la discipline, exempts de cassements de tête. Ce sont ces derniers, d'ailleurs, qui ont remporté la victoire puisqu'ils ont fait élire sénateurs, les hommes de gauche de « leur choix ». Ce choix étant naturellement « conforme à l'intérêt du Parti communiste et à celui de la classe ouvrière. »

Mais savez-vous pourquoi les communistes ont fait élire les cartellistes ? Tout simplement pour en dégoûter les travailleurs et bien leur prouver qu'il n'y a rien à attendre des politiciens imbéciles d'idées « démocratiques périmées ». Cela n'empêche pas, que dans le même journal où M. Cachin, affirme ce que je viens de dire plus haut, M. Vaillant-Couturier termine ainsi son article sur les élections : « Et maintenant, amnistie ! Il y a de ces contradictions !

Evidemment, en lisant vite, ça ne se voit pas.

Et si, par extraordinaire, les nouveaux sénateurs — « une fois remis de l'émotion causée par la rude bataille qu'ils ont livrée » (l'œuvre) votent l'amnistie, je m'en réjouis.

Il est curieux toutefois d'observer l'attitude, en cette farce grossière que sont les élections, du parti qui se prétend le seul révolutionnaire.

Attendons-nous à voir les troupes rouges, prendre le Luxembourg d'assaut pour... y installer les bons bourgeois du Bureau politique. Je n'y vois pour ma part aucun inconvénient.

Si encore, on était sûr, qu'avec eux, on aurait l'amnistie !

Ne nous laissons pas de vains espoirs et pleurons, comme il sied, sur la chute finale du baron de Saint-Mandé qui hier président de la République, puis sénateur, n'est plus rien du tout.

Qu'attend-il pour aller là-bas, là-bas retrouver son copain Duez qui possède une si jolie maison de campagne. Quelles bonnes petites belottes en perspective !... Vas-y Alexandre !...

Le jury de la Seine a acquitté une sorte d'ingénieur nommé Lafosse, inculpé d'homicide sur la personne de l'ouvrier Sabatier. Inutile de rappeler les faits, ils sont connus de tous. La culpabilité du chien de garde bourgeois était flagrante.

Les jurés, en acquittant, ont donc justifié le geste de l'assassin. Ils ont considéré ce dernier comme étant en état de légitime défense. Ils ont de ce fait sanctionné la guerre de classes, la « question de force » comme disait Clemenceau.

Je ne suis pas de ceux qui espéraient une condamnation. Même en infligeant à la brute bourgeoise une peine quelconque, la « justice » n'en aurait pas été plus la « justice », c'est-à-dire un système imaginé par les oppresseurs pour mieux mûler les opprimés — cela, évidemment, sous le couvert de grands mots d'autant plus sonores qu'ils sont creux.

Reconnaissons toutefois qu'en cette occasion, les juges bourgeois ont pris parti pour la classe qu'ils ont à charge de défendre.

Ils ont démontré également, que le cynisme ne leur fait pas peur. Pour eux, les bourgeois qui tuent après avoir affamé, qui tirent des millions de la mort d'une multitude de jeunes hommes, tous ces capitalistes rapaces sont des agneaux inoffensifs, qui sont en état de légitime défense ! J'espère que les « lous » ouvriers veulent leur reprendre une parcelle de ce qui leur a été volé.

Enregistrons et attendons ! ...

PIERRE MUALES.

NOS FÊTES

Notre fête de dimanche dernier a été particulièrement réussie. Le Groupe Théâtral qui s'était chargé de l'organisation, avait réalisé un programme de tout premier ordre.

La partie concert fut parfaite. Art et gaieté y trouvèrent leur compte. On applaudit aux chansons d'amour d'Éloi Bousquet et à la roserie spirituelle de Dominus. La petite Eliane Thumerelle détailla avec une diction et une sûreté remarquables chansons et poésies, notamment « Les Petites Baraques », de Jehan Reclus.

Mmes Marguerite Grouzet et Francine-Lorée Privas, Jane Muzette, furent elles-mêmes et c'est tout dire.

Mlle Juliette Houdouin, violoniste ; Félix Gihert, de l'Odéon ; le compositeur Thumerelle Eugène, dans les œuvres de G. Cousté, eurent leur part d'un succès bien mérité.

Notre camarade Biot fut comme à l'habitude, un régisseur plein d'entrain. Ajoutons que le piano d'accompagnement fut tenu à la satisfaction de tous.

Pour terminer ce spectacle de choix, le Groupe Théâtral déchaîna les rires en interprétant avec maîtrise, l'Anglais ou le Fou raisonnable, de Patrat.

Le Groupe Théâtral n'en restera pas là. Il prépare pour le 29, une nouvelle fête qui ne cédera en rien, comme programme, à la dernière.

Au nom du Libéraire, merci à tous. — P. M.

Tous les militants, Tous les anarchistes — révolutionnaires, liront avec intérêt :

PLATE-FORME D'ORGANISATION DE L'UNION GÉNÉRALE DES ANARCHISTES

Éditée par « le groupe d'anarchistes russes à l'étranger »

Une forte brochure de 48 pages. En vente à la Librairie sociale, 9, rue Louis-Blanc, et à la Librairie Internationale, 72, rue des Prairies. Prix : 1 franc.

Aux plus actifs

N'oubliez pas qu'il existe un groupe de combat anarchiste-révolutionnaire où il y a une place pour vous. Demandez votre adhésion.

LA REPRESSION

La Justice Française aux ordres de Mussolini

Pour un article paru dans « Le Libéraire » du 24 septembre 1936, notre camarade Girardin, à cette époque, gérant du journal, vient de passer devant les juges de la 11^e Chambre. Il était inculpé d'apologie de crime, de meurtre et de provocation directe à ce même crime, dans un but — bien évident — de propagande anarchiste.

Après avoir revendiqué toute la responsabilité de cet article, signé F. D. M., et dont il n'eût pourtant connaissance qu'une fois le journal paru, Suzanne Lévy, dans une courte mais substantielle plaidoirie, et sans chercher à détourner de Girardin la responsabilité de l'article, fit le procès de l'étrange famille Garibaldi, provocateur stipendié, par et contre Mussolini. Elle signala au tribunal le scandale de la contrainte par corps.

Après que les juges eurent octroyé à notre ami quatre nouveaux mois de prison, Suzanne Lévy demanda et obtint la confusion avec la peine de trois mois en cours d'exécution.

Girardin doit donc finir sa peine politique le 30 janvier. A cette date, il sera dirigé sur la prison de Fresnes, pour purger au droit commun, une année de prison pour contrainte par corps, en raison d'amendes infligées pour des procès du « Libéraire ».

A moins que par des protestations, auxquelles nous convierons tout ce qui, dans ce pays, a encore le sentiment de l'équité et de la plus élémentaire justice, nous empêchions cette monstruosité : La contrainte par corps aggravée du droit commun pour délits politiques.

LA DOCTRINE ET L'HISTOIRE

Georges Plekhanov

Sous ce titre, tous les dimanches, Charles Rappoport fait de magnifiques promesses biographiques dans le journal du Parti bolcheviste français, l'Humanité.

Loin de nous l'idée de contester sa profonde connaissance du rôle du marxisme dans l'histoire.

Toutefois, chaque fois qu'il est obligé de causer de notre mouvement, il ne manque pas de nous marquer des politesses, dont nous sommes aussi abondants envers lui à chaque occasion.

En deux dimanches, il nous a parlé de Georges Plekhanov. Mais nous avons pu constater non sans surprise qu'il l'a utilisé contre l'anarchisme tout particulièrement.

Nous connaissons l'histoire de Georges Plekhanov. Dans sa jeunesse il fut un révolutionnaire plein d'enthousiasme. Avec Bakounine, Kropotkine, Lénine, et tant d'autres, il a profondément contribué à l'émancipation du prolétariat russe du tsarisme.

En certains moments, il fut plus à côté des anarchistes que des marxistes, desquels il était un leader incontesté.

Plus tard, après vingt ans d'ardente soit révolutionnaire, Georges Plekhanov, déprimé par les échecs continuels, passa à la pratique du social-réformisme, à la contre-révolution. En 1905, pendant que les troupes de Moscou étaient arrosées par le sang ouvrier, le porte-drapeau de la II^e Internationale laissait échapper ces mots stupéfiants : Ils n'avaient (les ouvriers) qu'à ne pas prendre les armes !

Mais Plekhanov devait aller plus loin. En 1914, il fut pour la Guerre du Droit !

Après la débâcle du tsarisme, il gagna la Russie pour tenter de faire continuer la guerre à celle-ci, mais ses appels ne furent écoutés par personne.

De la vie de Plekhanov, seul est bin le premier chapitre. L'activité antianarchiste que Charles Rappoport a cru encore bon d'utiliser, est sans aucune importance, car Lénine lui-même, en parlant de la brochure de Plekhanov (Anarchisme et Socialisme dans l'Etat et la Révolution, s'exprime en ces termes : Sa brochure comprend deux parties ; une partie historique-littéraire, renfermant des matériaux précieux sur l'histoire des idées de Stirner, Proudhon, etc. ; l'autre toute sophistiquée, pleine de raisonnements grossiers tendant à insinuer que rien ne distingue un anarchiste d'un bandit.

Plekhanov a écrit sa fameuse brochure en 1894, en pleine période d'activité anarchiste-individualiste, et naturellement il fut impressionné par les résultats négatifs et opposés de cette activité. Plus tard, quand le mouvement anarchiste se concrétisa dans les syndicats révolutionnaires et dans les organisations exclusivement anarchistes, telles les fédérations et unions anarchistes, Plekhanov, aveuglé par l'esprit d'Amsterdam, ne comprit plus rien.

Aucun anarchiste ne peut nier que pendant une certaine période, l'anarchisme a été confondu avec le banditisme et l'utopisme de la Cité de Soleil, ce qui causa un grave préjudice à son développement.

Toutefois, aujourd'hui, quelles que puissent être les pensées de Rappoport, l'anarchisme se développe toujours davantage, et l'échec du socialisme d'Etat en Russie est pour quelque chose dans ce développement.

Nous ne comprenons pas très bien la pensée de certains bolchevistes, lesquels, en s'en prenant aux anarchistes comme aux bêtes noires de la contre-révolution, ne s'aperçoivent pas que leur chef d'école, Marx, était plus juste et raisonnable qu'eux : En effet, K. Marx, dans le Manifeste communiste, p. 24, écrit : Quand dans le cours du développement sont disparues les distinctions de classe et que toute la production est concentrée dans les mains des individus associés, le pouvoir public perd tout caractère politique. A la vieille société avec ses classes et ses contrastes, succède une association, dont le libre développement de chacun est condition du libre développement de tous.

Voilà comment, sans être anarchiste, K. Marx définit l'idéal anarchiste, dans ce même manifeste communiste de 1848, que Cachin et Cie ont transformé en bible électorale.

Et ça ne te fait pas beaucoup d'honneur, mon vieux Charles.

Un facteur de régression : l'individualisme

La marche inexorable — et bienfaisante malgré tout — du progrès matériel à travers les siècles, a bouleversé les théories les mieux établies... il y a 2.000 ou 2.500 ans. Ce qui était humainement possible au temps de Diogène ne l'est plus actuellement. Qu'on se figure le vieux Diogène vivant en notre époque ! Nous savons que ce thème a tenté la plume de Han Ryner ; mais nous savons aussi que ce sujet est — et ne peut rester — que littéraire. Tout, dans la société actuelle, permettrait pas à ce personnage d'y vivre.

L'individualisme antique — si éloquent, si noble et si passionnant à d'autres points de vue — a vécu. Sa réalisation, possible avec la diminution des besoins humains, est rendue impossible sur notre planète surpeuplée. La natalité a joué le tour le plus vexant à cet individualisme : elle l'a ligoté.

Avec la surpopulation, nécessaire en tout temps pour l'impérialisme, ou même seulement, pour la vitalité des grands de toute époque, l'accroissement intensif de la natalité, a contraint les pays les plus prolifiques à agrandir leur champ d'action dans le domaine de la production, à créer de nouveaux moyens de répartition, afin de satisfaire les besoins de la consommation, si inquiètement accrue par les nouvelles bouches en surabondance. Il est tout naturel que les autres pays, moins atteints par le « lapinisme » aient cherché, eux aussi, à intensifier la production, poussés en cela par la concurrence étrangère.

Ainsi se développa le Progrès. Entraîné par l'évolution du progrès surnaturel, le progrès moral s'accroît. Mais les nouvelles conditions de vie imposées aux hommes ne permirent — et ne permettent encore — qu'aux humains ayant conscience de l'évolution, tant morale que matérielle, et mettant ainsi leur vie à l'unisson de l'évolution, de vivre, en rejetant rudement tout retard. C'est ainsi que les étonnants individualistes de l'autre époque ne sauraient vivre actuellement.

Certes, leur enseignement est précieux ; certes, leur critique leur survit. Mais il serait puéril de les suivre à la lettre, leurs écrits ou discours ne pouvant être vivants qu'à l'époque où ils furent prononcés ou écrits.

Et cependant, il se trouve, de par le monde, d'enthousiastes disciples de l'individualisme. Reconnaissons que cet individualisme a subi l'attente de l'évolution, et ses propagandistes se préoccupent fort de l'adapter aux circonstances de l'actualité. Travail de Sisyphe !

Peut-on nier que l'individu ne peut être libre qu'avec le concours de tous, par le concours de tous ? Que cette association incombe aux sociétés les devoirs inhérents à tout membre de groupement, et réciproquement ? Qui osera s'élever contre cette vérité : l'homme est appelé dans la Société, alors que ses désirs ne peuvent encore être formulés. En naissant, il porte en lui ce germe : l'association, et ne saurait se développer et même vivre sans lui. C'est donc un animal social, qui recherche la fréquentation de ses semblables, qui ne peut agir que collectivement, quoi qu'il fasse. La seule observation de l'être humain nous prouve qu'il ne peut vivre s'il n'aime, pense, parle et veut. Or, pour remplir ces conditions, la présence de ses semblables lui est nécessaire. Donc, l'homme ne peut vivre que collectivement, solidaire de tous les humains. Certes, il y a des degrés dans cet amour de l'humanité ; il n'empêche cependant que cet amour est ancré dans la nature, humaine et grandit avec le Progrès. D'où il s'ensuit que l'individualisme d'une unité est le produit de la masse et subit toutes les fluctuations qui agitent cette masse. En d'autres termes, l'individualisme est le résultat de l'effort collectif, et suivant que ce dernier accélère ou diminue sa marche dans le domaine des connaissances, du Savoir, l'individu sera, ou plus près de l'animalité, ou plus éloigné. Affirmons donc sans crainte que l'individualisme est le produit de la Collectivité, ne peut se développer sans elle, et qu'ainsi le véritable individualisme réside dans le véritable Communisme.

Nous savons que les individualistes-anarchistes soutiennent la thèse de laquelle il ressort que l'individualisme ne peut être compris et approuvé que par l'homme fort, dégagé des préjugés de la collectivité. Ce à quoi il est aisé de répondre en montrant l'organisation actuelle de la Société : privé des moyens de réaliser son individualité, se heurtant au système de défense du régime autoritaire qui voit en lui un danger vital, l'homme actuel est cruellement repoussé dans ses tentatives de rompre avec les erreurs et les crimes de l'organisation étatique. Peut-on réellement atteindre son individualité, lorsque tout : le travail extérieur, la faim atroce, nous étirent et nous emporte en une sarabande infernale ?

Triomphalement — et immodestement — les individualistes répondent en se montrant en exemple. Eh bien ! soit, ils se sont affirmés, c'est entendu ; leur individualité a jailli au milieu de la multitude, mais ce ne fut que grâce à elle — la multitude — et à son déclin. Tel est rentier — oh ! mais rentes évidemment, mais dont la collectivité supporte le fardeau. Tel autre vit de sa plume et de son talent indéniable ; mais son talent ne se peut étaler et produire que grâce à la solidarité de ses amis qui empêche qu'il n'aille atrophier son cerveau dans l'usine ou le magasin. C'est là s'impose donc aussi par la force collective. Et la multitude individualiste ne se manifeste que par intermittence : suivant le degré de solidarité de ses membres et des ressources qu'elle puise auprès de la société. Comme des parasites sur le corps humain, les produits de la décomposition de l'individualisme vivent sans profit pour la collectivité et à son détriment. Mais où leur existence devient intolérable, c'est lorsque, comme c'est, hélas ! le cas pour beaucoup d'entre eux, nos individualistes tentent de vivre sur le communisme-anarchiste, par l'emploi de moyens inviables. Ajoutons tout de suite

que ce cas, — ce « débrouillage » — n'est pas toléré par tous les individualistes, mais constatons aussi, vérité indéniable, que l'anarchisme subit le contre-coup désastreux de cet état d'esprit.

C'est que ces individus sont empreints de cette théorie : la Vie n'appartient qu'aux forts, aux mieux dotés. Criminelle affirmation ! Pour justifier leur régime inique, nos capitalistes tiennent le même raisonnement. Car, et c'est à la portée de chacun de vérifier cette assertion, tout régime autoritaire est d'essence individualiste.

L'épanouissement de l'individu ne peut exister que dans l'épanouissement de la collectivité. C'est par les moyens matériels dont cette dernière dispose que s'élève et grandit l'individu. C'est le Progrès matériel qui permet le Progrès moral. C'est le travail collectif, c'est le machinisme, qui ouvrira les barrières de la Liberté. C'est donc la lutte contre le travail matériel individuel, peu rémunérateur à la société, c'est la disparition de l'individualisme économique qui barre actuellement la route vers la cité future, qui sera le dernier combat entre les forces du Mal et les forces du Bien.

Le travail asservit actuellement l'homme, parce que le travail est dominé par l'individualisme de quelques-uns, parce qu'il est désordonné, chaotique, empirique, individualiste. Mais il sera le facteur du Progrès lorsqu'il sera réellement communiste, lorsque tous les hommes, donnant libre cours à leur nature, c'est-à-dire lorsqu'ils seront en état de vivre communautaire, naturellement, débarrassés des entraves individualistes, lorsque toutes les énergies seront tendues vers un toujours plus grand machinisme dont la tendance sera le remplacement définitif de l'homme par la machine. Mais pour arriver à cette heureuse époque, l'homme doit développer son communisme naturel, rejeter les efforts autoritaires et héréditaires de l'individualisme, puiser, contrairement aux dilettantes individualistes, puiser, disons-nous, son énergie dans l'énergie collective, afin de donner naissance au seul moyen d'émancipation qui s'offre à lui, l'insurrection, première étape de la Révolution qui fera de lui un homme véritable, un communiste-anarchiste.

Alors, mais alors seulement, l'individualisme trouvera sa place véritable, celle qu'il a toujours cherchée et qui se trouve dans le communisme, et Diogène, s'il revenait, arrêterait ses recherches, infructueuses auparavant, trouvant l'Homme qu'il cherchait en apercevant le communiste.

MARCEL LEPOIL.

COMITÉ DE L'ENTRAÏDE

Les camarades s'intéressant à la vie de l'Entraïde sont informés qu'un timbre spécial dont la vignette symbolise le rôle de l'Entraïde et dont le prix est fixé à un franc.

Ils pourront s'en procurer les quantités qu'ils désireront auprès du secrétaire du Comité en joignant à leur demande les fonds nécessaires.

Nous ne doutons pas qu'ils feront la propagande indispensable auprès des organisations syndicales ou autres pour les engager à soutenir par ce moyen une œuvre dont l'utilité s'affirme de jour en jour.

Ils auront à cœur de lui permettre de vivre et lui même de tenir ses engagements, au moment où les manœuvres bolchevistes sont plus actives que jamais, et où, sous le couvert de défendre la cause du prolétariat, le Secours Rouge cherche à s'immiscer partout de la façon la plus hypocrite.

Pour le Comité, Le Secrétaire : Valbonne. Bureau du S. U. S. Bourse du Travail 3, rue du Château-d'Eau, Paris.

NOTRE SOUSCRIPTION

Nous publierons la semaine prochaine les sommes parvenues à la souscription en faveur du « Libéraire ». Nous pourrions déjà dire que malgré le chômage, un effort a été fait par les camarades de Paris et de province.

Pour que notre liste de la semaine prochaine représente un beau total, camarades, amis, sympathisants, faites parvenir votre obole à Pierre Odéon, chaque postal 950-32, Paris, 10^e.

PREPARATION D'UNE NOUVELLE METHODE

L'EXPÉDITION EN PROVINCE

De nombreux Groupes, de nombreux amis ont déjà répondu à l'appel lancé par LE LIBERTAIRE et qui concerne la suppression des expéditions en province par la maison Hachette.

Les groupes et amis de Saint-Etienne, Nîmes, Narbonne, Montpellier, Lille, Brest, Toulon, La-guy, Taries, Lyon, Angers, etc., assureront l'heure venue, la distribution et la vente de notre journal. Il faut que les amis du LIBERTAIRE de partout suivent ce mouvement s'ils désirent voir le LIBERTAIRE en vente dans leur région.

A cet effet, voici les renseignements que nous demandons : adresses des dépositaires qui consentent à vendre le LIBERTAIRE ; nombre d'exemplaires désirés.

Les camarades seraient chargés du contrôle des inventaires, ils assureraient en un mot la bonne marche de la vente.

Répondons les conditions qui seront faites aux dépositaires : le LIBERTAIRE leur sera laissé à 0 fr. 35, invendus repris.

Camarades, dépêchez-vous d'assurer la distribution du journal dans votre ville.

Faites parvenir tous les renseignements à Pierre Odéon, 9, rue Louis-Blanc, Paris (10^e).

P. S. — La suppression du service de distribution par la maison Hachette, c'est la suppression de la vente au numéro dans vos villes où il n'y aura pas de camarades dévoués, aussi nous recommandons aux nombreux sympathisants l'abonnement, s'ils désirent posséder le journal chaque semaine.

ABONNEMENTS AU « LIBERTAIRE »

FRANCE Un an... 22 fr. Six mois... 11 » Trois mois... 5.50

ETRANGER Un an... 30 fr. Six mois... 15 fr. Trois mois... 7.50

Chèque postal : P. Odéon 950-32

EN PROVINCE

DANS LE NORD

EVITONS LE CONFUSIONNISME

Une année vient de se terminer. Le militant sérieux, préoccupé de faire pénétrer nos idées dans le peuple, soucieux de coordonner les efforts des antiautoritaires en un bloc compact, solide et intangible, se demande avec anxiété s'il a bien employé les deux mois de l'année à travailler avec assiduité et méthode dans la ligne droite. Le Congrès d'Orléans, couronnement de six années de propagande et de labeur persévérant, fut un espoir pour les camarades anarchistes-communistes. Nous pouvions hardiment commencer l'an neuf en complétant la besogne entreprise et en réalisant cet espoir. Ici, dans notre région, bon nombre de camarades groupés dans la Fédération et autour de son organe « *Germinal* » sont heureux et contents de l'ardeur des derniers mois.

Mais, malgré tout, il y a encore quelque chose qui cloche. Oh ! ce n'est pas la propagande, la franche exploitation et la mise au point seront suffisantes pour aplanir certaines petites difficultés. C'est pourquoi nous convions nos amis et les sympathisants à se préparer pour le courant de février à une causerie-conférence sous les auspices de « *Germinal* » et de la Fédération (pas à l'Union anarchiste-communiste de langue française, le sujet qui sera traité : « Le confusionnisme, sa définition, ses dangers et les moyens de l'éviter » sera susceptible d'attirer les amis que ce sujet intéresse.

Et, après... nous reconstituons notre petite propagande comme avant et nous reprendrons notre projet de programme d'action et de réalisation pour 1927.

Un mot pour finir : nous envisageons Vasselun pour lieu de réunion. Que chacun se documente d'ici là.

Les Amis de « *Germinal* » et de la Fédération du Nord.

PAS DE CALAIS

AU PAYS DES BISTOUILLERIES... ET DU LAPINISME

Et aie donc ! ça commence à tomber les feuilles d'impôts. Il faut payer les frais d'expéditions militaires du Mexique, de la Syrie et les dettes de la grande hémorrhagie.

La papeterie, qui écrase les malheureux qui eurent la mauvaise fortune de voir le jour et d'être nés prolétaires, s'abat impitoyablement dans les familles ouvrières : c'est pour la taxe civique (2).

Dans ce pays riche en dévouements officiels ou non-officiels, depuis l'anonyme actionnaire jusqu'au modeste boutiquier des corons, en passant par toute la gamme des vendeurs de poissons étiqués ou non, vient de paraître un canard qui se donne pour but de relever la famille : c'est le porte-parole des pères lapins. Ces personnages immoraux et d'habitude de déclarer que : « La vie sociale des Français doit être organisée de telle sorte qu'il soit très avantageux d'avoir beaucoup d'enfants et extrêmement coûteux de n'en avoir point. »

Et ces honnêtes gens se déclarent démocrates, partisans du progrès !... S'ils avaient dans leur poitrine un cœur humain, s'ils étaient sensibles à la misère du peuple, s'ils étaient fiers quand un nouveau rejeton vient augmenter le nombre de ceux déjà existants, s'ils se donnaient la peine d'observer, ils se diraient que, vraiment, il faut être criminel pour favoriser une telle calamité !

Mais nous avons affaire à de braves bourgeois très catholiques et des mercantis dont la seule préoccupation est de conserver les privilèges sociaux en faisant se multiplier les prolétaires qui, ce faisant, auront bien mérité de la patrie du capital et... de la souveraineté qu'ils possèdent tous les quatre ans en approchant l'urne.

Tous les politiciens se croient pour le moment des questions de bon sens : pendant ce temps, les conservateurs relèvent la tête et se préparent à nous terrasser. Allons dans le peuple et soyons unis, c'est la seule condition pour enrayer le mal.

Attila.

NARBONNE

C'est devant un auditoire restreint, 400 personnes environ, que notre camarade Ghislain fit sa conférence « *Pacifisme et objection de conscience* ». Néanmoins, il fut écouté avec attention et c'est avec cette ferveur, pour un dire, qu'il fut convié à l'auditorium de cette vérité que seuls les hommes libres peuvent, sinon empêcher, du moins entraver la guerre. Sa parole ferme, mais pleine de douceur, alla toucher les cœurs des mères et des amants qui se trouvaient, hélas, en petit nombre dans la salle.

A la fin de son exposé, un appel à la contradiction ou demande d'explications resta sans réponse.

Le camarade président fit un appel pour suivre les réunions du groupe, invita les exploités à s'intéresser au combat social, à s'organiser, à donner de la vigueur aux syndicats.

La vente des brochures fut assez importante et nous n'eûmes qu'à regretter le petit nombre d'auditeurs.

A. D.

TOULOUSE

ADHERENTS A LA FEDERATION ANARCHISTE-COMMUNISTE DU MIDI

Voici un mois et demi environ que la Fédération du Midi existe. Si nous faisons le bilan du travail accompli à ce jour et si nous admettons le principe que c'est au début de toute chose que se manifeste le plus d'enthousiasme, partant le plus de dépense d'énergie dans un sens de réalisations, nous restons perplexes.

En effet, si certaines décisions prises au Congrès sont respectées, qui nous apparaissent comme de simples formalités accomplies vis-à-vis de soi-même, rien de l'idée essentielle qui créa la Fédération ne trouva une satisfaction suffisante qui nous fasse prévoir la continuation de celle-ci.

Le Bulletin Mensuel, qu'à grand-peine nous avons réussi à polycopier, nous démontre, en effet, que, si les groupes représentés au Congrès, ont compris le système de relations conçu par ce dernier, la question financière reste encore à l'état aléatoire.

Les différentes lettres reçues nous avisent de l'activité plus ou moins grande du groupe correspondant. C'est très bien !... Mais n'avons-nous pas compris que c'était insaisissable de s'en tenir à ces endroits incessamment « travaillés », que, si l'image est permise, à labourer dans le même sillon on risque une bien piètre récolte : n'avons-nous pas raisonné que nous nous groupions en Fédération pour intensifier notre propagande, pour sortir du rayon étroit où nous nous confinons à plaisir : des villes, où l'on commence tout de même à commenter nos idées d'une façon plus rationnelle, pour attaquer les endroits où nous sommes encore de sinistres inconnus — la campagne — par exemple.

Mais ceci nécessite des frais. Et c'est ici que la Fédération doit jouer.

C'est ainsi que nous nous permettons de dire qu'une fédération ne saurait exister : elle ne peut pratiquer, sans un appoint financier qui lui permette de payer à l'imprimerie d'une propagande aussi intensive.

Si donc nous avons bien compris l'utilité de notre nouvelle organisation, nous nous démen-

serons pour lui donner de la vie, c'est-à-dire, les moyens financiers qui permettent à l'idée anarchiste des investigations plus profondes et dans des endroits encore inexploités par elle.

Nous avons donc tout un plan à dresser qui nous permette de grossir notre budget voire notre activité.

Encore une fois (le répèterons-nous jamais assez ?) l'argent, s'il est le nerf de la guerre et de bien d'autres saletés, est aussi, hélas ! dans notre charmante société, le nerf-moteur des fédérations anarchistes-communistes qui prétendent faire du boulot sérieux. Par tous les moyens possibles, nous devons donc nous procurer cet argent.

Avons d'abord ceux des moyens que nous avons préconisés et admis : Cotisations mensuelles : Nous prions tous les copains, tous les groupes d'envoyer leur cotisation à la F. A. C. M. ceci le plus tôt possible.

Listes de souscriptions : Nous prions tous les copains, groupes, détenteurs d'une de ces listes de nous la faire parvenir sans souci et malgré la modicité de son contenu. Ceci, également, le plus tôt possible.

S'il est des quelques fonds entrés, nous nous trouverions devant des réalités pécuniaires qui nous permettraient d'envisager la situation face à certains projets et d'œuvrer dans un sens favorable au budget de la F. A. C. M.

Voici, ensuite, un projet que nous vous suggérons et que vous mettez certainement à l'étude : Organisation pour le plus prochainement possible, d'une tournée de conférences dans la région (avec les orateurs régionaux) et dans les villes où nous avons déjà un « public ». Tournée organisée aux frais de la Fédération, mais dont le bénéfice lui serait acquis.

Nous croyons que cela serait un moyen qui rapporterait quelques sous à notre caisse et nous permettrait ainsi de pousser nos investigations dans les patelinats imbatibles par nous.

Sans d'autres détails en attendant votre réponse là-dessus, mais avec l'espoir que cette fédération ne sera pas, comme tant d'autres choses chez nous, une ébauche à la réalisation aussi problématique que future.

Nous avons une tâche à mener à bien, ce-rons dans le sens de celui-ci.

E. Tricheux.

ALSACE-LORRAINE

La « Ligue des Droits de l'Homme » a tenu son Congrès à Metz. Les questions concernant l'Alsace-Lorraine y ont été discutées pendant toute la journée du 26 décembre.

Tous les orateurs ont traité la question de l'école laïque. Comme toujours, des résolutions ont été votées, qui seront probablement déposées sur le bureau de la Chambre, puis le Gouvernement, par habitude, les enverra au Sénat, où ils dormiront à l'exemple des sénateurs fatigués. Et le régime d'oppression des consciences imposé à l'Alsace-Lorraine par les Allemands, continuera à être appliqué, à la joie des réactionnaires.

C'est que, ici tout l'enseignement à une base confessionnelle. Les instituteurs et les institutrices doivent catéchiser et l'histoire sainte une heure par jour, excepté le mercredi. Le curé, à son tour, bourre les crânes des enfants du peuple les mercredis, samedis et dimanches. Les élèves qui manquent sans permission sont traduits devant le directeur de l'école qui a le droit de les punir ! Il paraît que le curé procède à l'adjudication de son école, les pions qui chez les fils du moment qu'ils sont les plus forts, l'indifférence et l'habitude de la servitude du peuple encouragent l'arrogance des maîtres, comme le démontre encore le cas suivant, tiré d'un journal messin :

Il y a quelques jours dans le village de Baccourt, près de Delme (département de la Moselle), le curé procédait à l'adjudication de son école, les pions qui chez les fils du moment qu'ils sont les plus forts, l'indifférence et l'habitude de la servitude du peuple encouragent l'arrogance des maîtres, comme le démontre encore le cas suivant, tiré d'un journal messin :

Il y a quelques jours dans le village de Baccourt, près de Delme (département de la Moselle), le curé procédait à l'adjudication de son école, les pions qui chez les fils du moment qu'ils sont les plus forts, l'indifférence et l'habitude de la servitude du peuple encouragent l'arrogance des maîtres, comme le démontre encore le cas suivant, tiré d'un journal messin :

Il y a quelques jours dans le village de Baccourt, près de Delme (département de la Moselle), le curé procédait à l'adjudication de son école, les pions qui chez les fils du moment qu'ils sont les plus forts, l'indifférence et l'habitude de la servitude du peuple encouragent l'arrogance des maîtres, comme le démontre encore le cas suivant, tiré d'un journal messin :

Il y a quelques jours dans le village de Baccourt, près de Delme (département de la Moselle), le curé procédait à l'adjudication de son école, les pions qui chez les fils du moment qu'ils sont les plus forts, l'indifférence et l'habitude de la servitude du peuple encouragent l'arrogance des maîtres, comme le démontre encore le cas suivant, tiré d'un journal messin :

P. Apdal.

Pour Pierre Besnard

Je refuse toute polémique, car j'estime qu'elle serait préjudiciable aux idées communes et au syndicalisme que nous défendons dans la C. G. T. S. R.

Je rejette les insinuations me concernant, car je rappelle que, tard venu au Syndicat d'industrie, je me suis cependant assez bien comporté au Secrétariat du S.U.B. de Paris qui, lui, est un Syndicat d'industrie.

En ce qui concerne le fédéralisme, je reste fédéraliste avec les Jurassiens, les anarchistes de la 1^{re} Internationale, je n'accepte pas les déviations centralistes du camarade Besnard.

En ce qui concerne mon adhésion tardive à la nécessité d'unir les forces syndicalistes autonomes de ce pays, je crois avoir prouvé mon attachement et mon activité désintéressée.

Mon exil momentané ? J'en connais plus d'un qui n'oserait le faire.

J'ai brisé des amitiés avec des hommes qui n'ont eu que des bonhomies pour moi dans notre existence de 20 années de militantisme.

Je prétends avoir le droit de défendre ma conception anarcho-syndicaliste, sans courir le risque de recevoir sur les doigts par le pion.

Ce débat se liquidera dans la maison et sur le terrain théorique, c'est au pied du mur qu'on voit le maçon.

Nous verrons bien, et l'histoire jugera.

Je considère qu'après les événements de Lyon P. Besnard a commis une maladresse à mon égard. Je lui réserve une réponse cinglante, j'essaierai de faire mieux que lui et, à son argumentation, j'opposerai des faits et des résultats.

A la C.G.T.S.R. on ne baille personne, le choc des idées doit se faire librement, mais en pleine camaraderie.

Mais, de grâce, que l'on cesse la pratique du mot censeur, ça pue le censeur et ça ressemble à la censure.

J.S. Boudoux,

De la vieille Fédération du Bâtiment.

MARSEILLE. — Comité de Défense sociale.

Dimanche 16 janvier, à 9 h. 30.

GRAND MEETING

en faveur de Sacco-Vanzetti, Bourse du Travail, salle Ferrer. Orateurs : Mmes SUZANNE LAZARE, MARIE MAYOUX, institutrice ; LOP et les camarades MARESTAN, de la Ligue des Droits de l'Homme ; GLOT, du Groupe Anarchiste.

Assemblée Générale de la Fédération Parisienne

Samedi 9 janvier, la Fédération parisienne s'est réunie en assemblée générale, boulevard de l'Hôpital. Nos camarades Boucher et Le Meilleur présentèrent à tour de rôle le rapport moral et financier.

Après une discussion à laquelle prirent part différents camarades, le rapport moral et financier fut adopté à l'unanimité.

A noter que tous les camarades présents s'accordèrent pour regretter que les membres de la Fédération parisienne ne se soient pas rendus en plus grand nombre à cette assemblée générale.

L'absence de nombreux délégués au C.I. de l'U.A.C. fut particulièrement remarquée.

Revenant sur la décision du C.I. élargi, au sujet de l'association commerciale de la Librairie Sociale et de la Librairie Internationale, le groupe de Saint-Denis fait part, qu'étant en désaccord complet avec la décision prise par la majorité des groupes, il a décidé à l'unanimité de ses membres de se retirer de l'U.A.C.

Ce groupe insiste sur le caractère des raisons qui ont motivé sa décision : il estime, en effet, que l'Association des deux Librairies ne peut être que préjudiciable à l'U.A.C.

Le Meilleur protesta contre la façon dont a été présenté le contrat d'association des deux Librairies ; il réclame un exposé succinct dans le journal des débats du C. I. élargi. La Fédération est d'accord.

Boucher, étant membre du groupe de Saint-Denis, démissionne de ses fonctions de secrétaire de la Fédération, qu'il transmet au trésorier Le Meilleur qui fera provisoirement fonction de trésorier-secrétaire.

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

Le 13^e fascicule est sous presse. Il sera, vers le 18-20, envoyé à tous les abonnés.

Nous en donnerons la liste dans le prochain numéro du *Libertaire* et par la liste des mots qui y sont traités, on se rendra compte du vif intérêt qu'il comporte.

L'emprunt donne des résultats assez satisfaisants, étant donné la crise économique que nous traversons ; mais le mouvement est trop lent. Il y a des amis qui sont bien décidés à souscrire, mais qui, étant à la tâche, ne peuvent faire le jour même, prennent leur temps. Ils savent que cet emprunt n'est pas à la veille d'être clos et ne se pressent pas.

Ils ont tort. Et je les prie instamment de faire leur souscription et l'envoi de leurs fonds. Nous voudrions en finir le plus rapidement possible avec cet emprunt qui absorbe une partie de nos efforts et du temps qu'il nous est possible de consacrer à l'E. A.

C'est une opération qui pourrait et devrait être enlevée en 30 jours au plus. Doubions ces 30 jours et disons 60.

L'emprunt sera ouvert vers le 15-20 décembre, il faudrait qu'il fut clos vers le 15-20 février.

Qu'on se le dise ! Sébastien Faure.

A propos de démissions !

Le Comité d'initiative élargi avait à se préoccuper de l'Association des librairies sociale et internationale. Les groupes représentés, sauf celui de Saint-Denis, sont favorables à l'association. Cependant des groupes refusent de l'association conditionnelle la réalisation de cette dernière au changement d'adresse de « *l'Anarchiste* ».

Le *Libertaire*, journal anarchiste-communiste, ne peut, sans une confusion préjudiciable, avoir deux adresses. Le journal adverse, opposé aux théories anarchistes révolutionnaires, à la propagande générale de l'U. A. C.

Le Comité d'initiative élargi devait donc se prononcer sur deux propositions : l'une réalisant l'association pure et simple, l'autre la réalisant avec la condition citée plus haut.

La réunion de groupes se prononcèrent pour l'association avec réserve, une quinzaine pour l'association sans réserve.

Saint-Denis se prononça contre.

Cette décision vient d'avoir des répercussions, principalement aux groupes de Saint-Denis et de Bezons.

L'assemblée générale de la Fédération, Saint-Denis a démissionné de la Fédération parisienne et de l'U. A. C., s'appuyant sur le désaccord qui existait.

Bezons, réuni en assemblée générale, vient de prendre la même détermination.

Voilà donc deux bons groupes qui quittent l'U. A. C. en signe de protestation.

Les groupes de Bezons et Saint-Denis restent anarchistes-communistes. Le fait qu'ils se séparent passagèrement nous en sommes persuadés de l'U. A. C. ne touche en rien l'activité militante régionale de nos amis.

La décision prise, ne l'a pas été de bon cœur, par des compagnons les plus acharnés partisans de l'organisation et de son journal le *Libertaire*.

Le groupe de Bezons, après sa détermination, envoie une obole à son journal, à notre journal.

Ce geste caractérise l'esprit des démissionnaires.

Sans vouloir amoindrir la portée d'une séparation, nous croyons cependant devoir mettre en garde les groupes contre des protestations de ce genre ; elles ne peuvent être que passagères, mais elles ne s'appliquent pas sans conséquences graves vis-à-vis de notre Union et de notre propagande.

Ne nous étendons pas, cela ne changerait rien à la situation créée.

L'Association des Librairies réalisée, nos deux groupes reprendront dans l'U. A. C. devant les résultats acquis.

Il ne restera plus à côté de ceux qui ont la haine de l'organisation et du développement de notre U. A. C. et de son vaillant *Libertaire*.

Bezons et Saint-Denis reprendront leur place à côté des groupes frères.

Pierre Odéon.

P.-S. — Samedi prochain, la Fédération parisienne se réunira en Comité d'initiative extraordinaire à 20 h. 30, rue Louis-Blanc. Tous les groupes y seront représentés. Bezons et Saint-Denis déléguent un camarade. Le trésorier Lemeilleur et Boucher sont convoqués pour 20 h. 30 précises.

Agitation-Propagande

MONTPELLIER

Comité de Défense Sociale. — Mardi 18 janvier, à la salle des concerts, à 20 h. 30, grand meeting de protestation en faveur de Ascaso, Jover et Durutti, avec le concours de : Paul Martin, de l'Union locale confédérée ; Laugraud, du Parti communiste ; Vailaux, de l'U.A.C. ; René Ghislain, du Comité de Défense Sociale ; Labrunie, du Parti socialiste S.F.I.O. ; X... de l'Union locale unitaire.

Tous les camarades de Montpellier sont priés de venir le plus nombreux possible à ce meeting.

René Ghislain.

FRANCONVILLE

Le jeudi 3 février à 20 h. 30, au Bon Coin, salle Charan, rue du Plessis-Bouchard.

Grande réunion publique et contradictoire sur le bolchevisme et le communisme anarchiste.

Orateurs : Lemeilleur et Odéon.

Hypocrites !

Au nom du corps diplomatique, Mgr Maglione, nonce apostolique, a prononcé le 1^{er} janvier à la réception de l'Elysée, des paroles d'une importance exceptionnelle sur l'approbation solennelle du Pape pour la conduite de la France dans sa politique pacifique, etc.

(Les Journaux).

Commentant le discours du nonce apostolique à la réception de l'Elysée le 1^{er} janvier, la presse (celle qui fait l'opinion) interprète d'une façon quasi générale ces paroles, comme étant la preuve incontestable du grand désir d'amour et de paix fraternelle entre les peuples, du chef des catholiques le Pape Pie XI.

Il paraîtrait que la France, qui par l'organe de Briand a participé à l'organisation de l'abominable comédie de la Paix à Locarno, peut être assurée d'une collaboration loyale de la part des autres Gouvernements et particulièrement du Gouvernement de Saint-Siège, qui avec la tendresse d'un père (qui l'eût cru ?) a toujours œuvré pour le désarmement des esprits (!)

Il paraîtrait toujours, pour bien prouver que la papauté est animée de sentiments pacifiques, que des personnalités catholiques ont envisagé la création d'un journal édité en plusieurs langues, qui rallierait autour de la politique de Locarno tous les catholiques.

Briand soutiendrait cette combinaison. Evidemment !

Tout ceci est dans l'ordre. Que les journaux serviles des officines gouvernementales et des sacristies prêtent une telle politique, rien d'étonnant. Que des politiciens avérés allant de Poincaré à Herriot en passant par Briand et consorts, ourbrent l'échine ou plient le genou devant l'autorité monstrueuse d'un pape, c'est dans la norme.

Nul ne peut en être surpris. Mais que des journaux s'affirment *républicains* connaissant parfaitement à travers les siècles l'histoire des papes et par conséquent les fleuves de sang et les hontes qui en découlent, mêlent leur voix à ces chants d'allégresse, cela confirme superbement l'épithète tant méritée de grande prostituée appliquée à la presse par la classe ouvrière en général et par les anarchistes en particulier.

Il y aurait de quoi mourir de rire, si tout cela n'était pas la preuve de la collusion qui se fait sur le dos de peuple, entre les dirigeants quels qu'ils soient, cléricaux ou anticléricaux, et l'odieuse puissance religieuse.

Nous savons, gouvernants fanatiques, que vous subissez tous l'influence de Rome. Nous savons que contrairement à toutes vos hypocrites affirmations, vous fûtes toujours, en plein accord avec les chefs de l'Eglise catholique des pourvoyeurs de charniers. Toutes les guerres furent l'œuvre des papes et des gouvernants ou admisses par eux. L'histoire est entièrement écrite avec le sang des martyrs de vos crimes, qu'ils soient collectifs ou individuels.

Présentement ce que veut la charogne pontificale, en accord, n'en doutons pas, avec toutes les charognes gouvernementales, c'est reprendre du poil de la bête et retrouver enfin son règne absolu sur le monde entier, après avoir définitivement assassiné l'esprit et ce qui reste des lois laïques.

Quoi qu'en disent nos républicains — qui prétendent rester attachés aux idées anticléricales — la France et le monde une fois infestés de la peste religieuse, ne seront plus que des épaves dignes des plus tristes époques des siècles passés.

Quand un de ces impulsifs républicains et anticléricaux, ose affirmer dans son canard « qu'on ne saurait repousser pour cette œuvre nécessaire de la guerre à la guerre, les concours des catholiques » on ne peut s'empêcher d'un geste de colère et de dégoût devant tant d'obscénité. On ne saurait admettre que des gens pareils se trompent ! Non, mille fois non ! Ils trompent et se vendent pour tromper les autres, voilà tout.

Cependant les esprits clairvoyants, et on peut l'affirmer, une bonne partie du peuple, ne s'y trompent plus. Tous ceux-ci savent que l'hypocrisie du pape, de ses prélats et de ses prêtres est inégalable. Ils n'oublient pas qu'en 1914, à la déclaration de guerre, le remplaçant de Pierre élevé à la dignité (!) de Sainteté, trônant parmi les splendeurs du Vatican, pouvait, d'un geste, élever toute effusion de sang : Sous la menace d'excommunication, il amenait, humbles, aux pieds ses autels, les monarques et les chefs d'Etats bellicieux. L'immense troupeau des catholiques de toutes les nations, à sa voix inflexible n'eût pas pris les armes ; la guerre devenait impossible.

Mais le pape a laissé faire. En véritable monstre, il a bélié successivement toutes les armées. Plus que tous les autres il est responsable de la tierce.

Et aujourd'hui, forts de ces enseignements, connaissant l'histoire, on ose nous déclarer que la campagne catholique pour la paix n'est pas intéressée, qu'elle ne cache pas d'ambitions politiques, ou du moins que ces ambitions sont légitimes !

Jusques à quand continuera-t-on à se foutre du peuple ? Plus longtemps espérons-le car à chacune de ces manifestations, des murmures, des imprécations lancent aux échos : Hypocrites.

R. Martin.

NECROLOGIE

Abbiamo il vivo dispiacere di annunziare la morte della madre del nostro carissimo Crenonin Bernardo, di Modena. Al compagno Crenonini le nostre più sincere condoglianze.

Il Comitato d'Emigrazione dell'U.S.I.

SYNDICAT GENERAL DES BRIQUETTES FUMISTES INDUSTRIELS

Réunion générale dimanche 16 courant, à 9 heures du matin, salle des Commissions A. 5^e étage, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau.

Ordre du jour : nomination d'un secrétaire, formation du Conseil.

Le *Libertaire* : recherche camarade qui se chargerait de relier les collections du journal des quatre dernières années. Par la même occasion nous prévenons les amis qui désireraient une collection de la semaine d'aujourd'hui, car il y en aura seulement une vingtaine. Le prix de la collection sera fixé dans une quinzaine.

LAMENTABLE FAIT DIVERS

Vendredi soir, cinq heures, route de la Révolte, à Levallois. Deux copains et moi nous sortions du boulot.

Un homme est là, se traînant sur le trottoir. C'est un travailleur. Nous lui offrons notre aide. De violentes douleurs l'obligent à marcher, courbé en deux.

Quelques paroles de réconfort nous acquiescent sa sympathie.

Il nous dit son histoire : Monteur en chaussures, 62 ans, en chômage depuis six semaines. Il habite Belleville, rue des Couronnes.

C'est loin de Levallois ! Je requiers deux flics. Expliquant sa situation, je leur demande de réquisitionner un taxi pour le transporter chez lui.

Il est manifeste que son état de santé ne lui permet pas à cette heure d'affronter la cohue du métro.

Nous sommes à Levallois, le vieux copain habite Paris, les flics me disent qu'administrativement la ville de Levallois ne peut se charger des frais de son transport. Paris, non plus ; d'ailleurs, c'est trop loin ou c'est trop compliqué pour eux de faire les démarches nécessaires.

Un homme souffre là et le temps se passe en vaines palabres.

Un rassemblement s'est fait, les assistants, des ouvriers, sont indignés. Je devine que, hélas ! notre vieux chômeur n'a pas les moyens de se payer un taxi.

J'organise une collecte. Chacun met déjà la main à la poche, quand un des assistants donne la somme nécessaire pour payer la voiture, et une certaine grande bevoine, qui en a certainement grand besoin. Geste de solidarité humaine que nous apprécions.

Les faits pourraient se passer de commentaires. Mais il s'avère qu'aujourd'hui un homme, un travailleur peut crever sur le pavé sans que la société actuelle, dans son organisation, puisse ou ne veuille lui apporter aucune aide.

Hier, elle a tué les jeunes dans la guerre, pour son plus grand profit ; aujourd'hui, elle laisse les vieux crever sur le pavé !

Honte au régime qui permet de pareils crimes. Que notre haine s'avive encore, s'il est possible, contre lui, afin qu'un jour, dans une société d'harmonie et de bonté, nous n'ayons plus la douleur et la colère de voir pareil scandale se produire.

Happillon.

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

Camarade, As-tu souscrit à l'Emprunt ?

Si oui, tu as bien fait et il ne te reste plus qu'à lui procurer d'autres souscripteurs. Si non, et si tu le peux.

Qu'attends-tu ? N'oublie pas qu'il s'agit d'une

Simple avance

Par le mécanisme même de cet emprunt (100.000 francs garantis par une valeur de 324.000) tu seras automatiquement remboursé.

Camarade, Pénètre-toi de l'idée que

L'ENCYCLOPÉDIE ANARCHISTE

est un impérissable monument élevé à

La Pensée et l'Action Anarchiste

LA VIE DE L'UNION

Comité d'Initiative de l'U.A.C. : Lundi, à 20 h. 30, présence indispensable de tous.

CORRESPONDANCE

Trelazé : Les 20 cartes sont expédiées. Pas de nouvelles de Chapin.

Estève Courson : As-tu reçu les 3 cartes ?

Montereaux : Six cartes expédiées et j'attends toujours les 20 fr. 70 du livre.

Bordeaux : Bien reçu versement annuel d'Antignac.

Toulouse : Recevez-vous actuellement vos 150 « Libertaire » à temps ?

Tours : Marcel Lehoucq est prêt d'écrire.

Limoges : Que devenez-vous ?

AUX COMPAGNONS ITALIENS

Commission d'enquête

La commission d'enquête, au sujet des reproches contre des membres du groupe Pietro-Gori, se réunira le dimanche matin 23 janvier 9, rue Louis-Blanc.

Tous ceux qui auront quelque chose à discuter sur cette question se feront un devoir d'être présents.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

Comité d'Initiative Extraordinaire. — Samedi, à 20 h. 30, 9, rue Louis-Blanc, un délégué par groupe sera présent. Ordre du jour : la démission de Bezons et Saint-Denis. La propagande en banlieue. Toute la banlieue sera touchée par une causerie ou des meetings.

TRIBUNE FÉDÉRALE DU BATIMENT

UNE ADHESION NOUVELLE

Les tailleurs de pierre de Rouen, qui étaient dans l'autonomie corporative, viennent de rentrer dans le giron fédéral, confédéral et international, par la décision de leur assemblée générale de janvier 1927.

La Fédération est heureuse d'enregistrer cette décision qui sera suivie par d'autres.

NOTRE ENQUÊTE SUR LE CHÔMAGE

TREIZE MILLE BATIMENTIENS CHÔMÉS À PARIS

Le ministre dans son communiqué à la presse disait que la crise de chômage était inférieure à celle de 1920. Il a trompé l'opinion publique.

D'après notre enquête, nous relevons pour Paris 13.000 chômeurs environ. Pourquoi ?

Les chômeurs du bâtiment habitent beaucoup la banlieue, à cause de la crise de logement. Les bureaux de transports ne viennent pas tous les jours en ville, faire la queue sous la pluie, aux bureaux de mendicité paillard.

Les secours de chômage prévus pour 140 jours. Malgré son ballon d'essai d'ouverture de grands travaux et grands chantiers, le gouvernement envisage une crise de longue durée et augmente les secours, pour mater l'esprit de révolte des sans-travail.

Que seront ces chantiers ? Qui fera-t-on travailler ? Questions que nous posons.

Si les travaux sont donnés en adjudication, ce seront ceux qui feront le plus de rabais qui auront les travaux et qui emploieront les travailleurs hors la loi qui eux, à leur tour, paieront le moins possible, et feront travailler le plus possible.

La crise ne sera pas solutionnée pour cela. Nous devons devant les prévisions de l'Etat, organiser les chômeurs par profession et imposer le roulement dans les chantiers, sous le contrôle syndical, avec application du barème des salaires payés dans la Seine.

L'Union locale, le Comité inter-syndical, sont très bien placés pour remplir cette fonction, dans Paris, la Bourse du Travail.

Le chômage est utilisé par les partis politiques comme une planche de salut, pour renverser le ministre actuel, et le remplacer par un autre qui fera la même chose. La crise est le résultat de l'état oppressif du capitalisme contre la classe ouvrière organisée dans les syndicats luttant de classe.

Les premiers résultats du chômage

La mise en chômage des travailleurs dans le Bâtiment a de suite marqué une diminution des tarifs horaires dans les professions. Le coût de la vie a varié dans un sens défavorable, les salaires ouvriers ont été de plus en plus réduits.

Pourquoi cette diminution en période hivernale, au moment où le patronat ne connaît que l'âge d'or dans les entreprises ?

Veut-on nous faire ? Appliquer la rationalisation, ou bien révaloriser le système financier sur notre misère ?

Devant la misère et le gaspillage de la bourgeoisie, la prise au tas s'imposera, car les travailleurs ne se laisseront pas mourir de faim.

La rationalisation nous applique la diminution des heures de travail et le travail obligatoire pour tous.

Pour les dettes extérieures ou intérieures, nous nous en fichons, l'argent et son corollaire l'intérêt, est l'agent de corruption de cette société basée sur la loi de l'offre et de la demande, c'est-à-dire que le bonheur des uns est pris sur le malheur des autres.

Les Bâtimentiers doivent rester en contact avec leur syndicat pour répondre au premier appel si l'organisation prépare les statistiques, les revendications, les manifestations, les grèves, les lock-out, sans eux, sans rien n'est possible, de leur action dépendent les résultats positifs ou négatifs.

Le Bureau Fédéral

CHEZ LES GRANITIERS DE BRETAGNE

LA STRATEGIE DES COMMUNISTES

A Saint-Etienne-en-Cogles, la maison Regnault, en amont de la gare, a installé un grand chantier de taille de granit ou travaillant de 150 à 200 ouvriers : refendeurs, tailleurs, polisseurs, etc. Cette firme qui est administrée par un état-major de militaires, les sans-travail, les chômeurs, les ouvriers, les travailleurs de la pierre ; pour avoir du personnel elle payait à un taux au-dessus de celui des petits patrons de la localité. Ces jour-là elle vient d'arrêter les travaux, de diminuer son personnel et elle a licencié ses ouvriers.

Les communistes de Saint-Etienne profitant de cette occasion, voulaient grignoter les autonomes de Saint-Etienne. Le délégué fédéral, Toulade, arriva avec un billet de mille francs pour attraper les granitiers. Le chantage le plus gros fut fait autour de ce billet, mais voilà que la stratégie prévue ne se réalisa pas. Le lock-out mal préparé, mal organisé, finit en queue de poisson et la débandade fut si grande que le secrétaire du Syndicat communiste de Saint-Etienne, dut démissionner.

Les autonomes, les non-stratèges qui, le 16 janvier, devaient enlever le syndicat, en seront pour leurs frais. Les granitiers commencent à voir clair dans les manœuvres communistes, ils ne tomberont pas dans le piège, le miroir aux alouettes qu'avait placé Toulade avec le billet de mille francs pour ramasser les autonomes, retournera bredouille de sa chasse organisée chez les granitiers de Saint-Etienne-en-Cogles.

La réunion du lundi 11 janvier a approuvé l'ordre du jour suivant :

1° Les granitiers autonomes de Saint-Etienne-en-Cogles, toutes sections réunies, Montours et Saint-Hilaire-des-Landes, approuvent l'ordre du jour suivant à l'unanimité :

2° Après l'exposé du secrétaire fédéral sur le programme de la vieille Fédération du Bâtiment, les actions quotidiennes pour la défense de ses adhérents :

3° Décident de rester partie intégrante de la Fédération et lui renouvellent leur pleine et entière confiance ;

4° Regrettent que celle-ci n'ait pas été prévenue du conflit de la maison Regnault, tenu à ce jour, ce qui a permis aux communistes de faire des manœuvres à l'encontre de la vieille Fédération ;

5° Approuvent le compte rendu des congrès de Lyon ;

6° Approuvent la nouvelle position confédérale et internationale qui continue le syndicalisme indépendant de tous les partis politiques, seul desir d'unité possible pour réaliser l'entente de tous les travailleurs ;

7° Considérant que la crise de chômage actuelle est due à la crise de la vie, déclarent se grouper plus fortement que jamais dans le syndicalisme ;

8° Devant la reprise du travail par les ouvriers de l'entreprise Regnault, sans condition, l'assemblée nomme une délégation qui doit demander une entrevue à la direction pour lui présenter le contrat de Louvigné-du-Desert ;

9° Devant le désir d'unité qui s'est toujours manifesté dans nos syndicats, après les manœuvres qui ont jeté la confusion, le Conseil a mandaté d'adresser une lettre aux deux Fédérations du Bâtiment, dissidentes, pour savoir si elles veulent participer à une réunion publique et contradictoire sur la question de l'unité et qui aurait lieu à Saint-Etienne dans le délai d'un mois. Donne mandat au secrétaire et au trésorier de faire leur commande de cartes 1927, à la vieille Fédération.

Se séparant aux cris de vive le syndicalisme ! A bas le chômage ! Vive la vieille Fédération du Bâtiment !

DANS LE S.U.B.

EN PLEIN CHÔMAGE

Nous sommes maintenant en pleine réalisation de nos prévisions de ces derniers temps.

Le chômage, que nous ne cessons de dénoncer depuis plusieurs mois, s'abat sur le dos des Bâtimentiers qui n'en peuvent mais... qui quand même en souffrent et ne font que commencer l'ère des restrictions chez le Poincaré, à ceux qui le valent et à sa suite de faiseurs de misères !

El c'est de là que ressort pour nous